

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS89/7

7 novembre 1997

(97-4923)

Original: anglais

ETATS-UNIS - IMPOSITION DE DROITS ANTIDUMPING SUR LES IMPORTATIONS DE RECEPTEURS DE TELEVISION EN COULEUR EN PROVENANCE DE COREE

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Corée

La communication ci-après, datée du 6 novembre 1997, adressée par la Mission permanente de la Corée au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le 10 juillet 1997, la Corée a demandé l'ouverture de consultations avec les Etats-Unis conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord sur le règlement des différends), à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et à l'article 17 de l'Accord antidumping de 1994 (Accord), au sujet du maintien de mesures antidumping au sens large à l'encontre des récepteurs de télévision en couleur (téléviseurs couleur) en provenance de Corée (documents WT/DS89/1 et Corr.1).

Les consultations se sont tenues les 7 août 1997 et 8 octobre 1997. Cependant, aucune solution mutuellement satisfaisante n'a pu être trouvée.

La Corée demande donc l'établissement d'un groupe spécial, doté du mandat type et chargé d'examiner la question, conformément à l'article XXIII:2 du GATT de 1994, à l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 17.4 et 17.5 de l'Accord.

Mesures en cause

Le 30 avril 1984, les Etats-Unis ont imposé des droits antidumping sur les téléviseurs couleur exportés par la Corée vers les Etats-Unis. Samsung Electronics Co. Ltd. (SEC) est l'un des producteurs coréens visés par cette ordonnance antidumping qui est restée en vigueur jusqu'à ce jour.

Après la promulgation de l'ordonnance, les Etats-Unis ont déterminé que la société SEC n'avait pas vendu de téléviseurs couleur à des prix de dumping du 1er avril 1985 au 31 mars 1991. Depuis le 1er avril 1991, la SEC a cessé d'exporter des téléviseurs couleur de Corée vers les Etats-Unis.

Ainsi, pendant les 12 dernières années, les Etats-Unis ont continué à appliquer à l'égard de la société SEC l'ordonnance antidumping visant les téléviseurs couleur, malgré l'absence de dumping et l'absence d'exportations, mais ils n'ont jamais examiné la question de savoir s'il était nécessaire de maintenir le droit pour compenser le dumping, s'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé ou modifié, ou si ces deux facteurs existaient à la fois. La demande réitérée de la société SEC en vue de faire abroger l'ordonnance en raison de l'absence de

dumping, présentée en quatre demandes distinctes de réexamen administratif, a été à chaque fois rejetée pour des raisons de procédure et non pour des raisons de fond.

La dernière demande d'abrogation présentée par la société SEC date du 20 juillet 1995. Les Etats-Unis ont finalement décidé d'engager un réexamen le 24 juin 1996. Aucune décision préliminaire en vue d'abroger l'ordonnance n'a encore été prise à ce jour.

Avant d'engager le réexamen, les Etats-Unis ont ouvert une enquête anticontournement le 19 janvier 1996, cinq mois seulement après avoir reçu la requête du 10 août 1995 présentée par plusieurs syndicats (l'International Brotherhood of Electrical Workers, l'International Union of Electronic, Electrical, Salaried, Machine and Furniture Workers, et l'Industrial Union Department). Aucune détermination n'a encore été faite dans le cadre de cette enquête anticontournement, alors que les Etats-Unis ont décidé qu'ils attendraient les résultats de l'enquête pour adopter la détermination découlant du réexamen. Les Etats-Unis ont invoqué, à tort, l'ouverture de cette enquête et le fait qu'elle est en cours pour justifier le refus d'abroger, en ce qui concerne la SEC, l'ordonnance antidumping visant les téléviseurs couleur.

Base juridique de la plainte

1. Non-abrogation de l'ordonnance antidumping visant les téléviseurs couleur applicable à la SEC

La Corée estime que le maintien par les Etats-Unis des droits antidumping sur les téléviseurs couleur coréens exportés¹ par le producteur coréen SEC constitue un manquement aux obligations qui incombent aux Etats-Unis en vertu du GATT de 1994 et de l'Accord, et, par conséquent, une présomption que les avantages découlant pour la Corée de l'Accord ont été annulés ou compromis.

- 1) Le fait que les Etats-Unis n'ont pas réexaminé, de leur propre initiative, la question du dumping et celle du dommage, respectivement, et qu'ils n'ont pas abrogé l'ordonnance dans les circonstances exposées plus haut, constitue une violation de l'article 11.1 lu conjointement avec l'article 11.2, ainsi que de l'article 5.8 de l'Accord.
- 2) Le refus opposé par les Etats-Unis à la demande de réexamen présentée par la SEC en vue de l'abrogation de l'ordonnance, au motif qu'ils étaient préoccupés par le manque de données récentes résultant de "l'absence d'expédition", est contraire à l'article 11.2 de l'Accord, qui ne prévoit pas une telle condition.
- 3) Le fait que les Etats-Unis n'ont pas abrogé l'ordonnance, conjugué à leur position selon laquelle le résultat du réexamen en vue de l'abrogation est subordonné aux résultats de l'enquête anticontournement, est contraire à l'article 11.1 lu conjointement avec l'article 11.2 et 4 de l'Accord car il fait intervenir des considérations qui ne sont pas mentionnées à l'article 11.1 et 2 et parce que la durée du réexamen dépasse le délai fixé à l'article 11.4 et n'est pas conforme à la prescription qui prévoit que les enquêtes aux fins d'un réexamen doivent être effectuées avec diligence.
- 4) La prescription des Etats-Unis (19 CFR §353.25 b)) selon laquelle les requérants ne peuvent présenter une demande en vue de l'abrogation que durant le "troisième mois anniversaire et les mois anniversaires suivants" est contraire à l'article 11.2, qui ne prévoit aucun délai pour des demandes en ce sens. Par conséquent, la Corée constate

¹Le terme "exportés" est utilisé au sens technique car la SEC n'a pas exporté de téléviseurs couleur de Corée vers les Etats-Unis depuis le 1er avril 1991.

que le refus opposé par les Etats-Unis aux demandes d'abrogation présentées par la SEC est aussi contraire à l'article susmentionné.

2. Enquête anticontournement

La Corée est d'avis que l'enquête anticontournement ouverte le 19 janvier 1996 est contraire à l'article VI du GATT de 1994 et à plusieurs dispositions de l'Accord.

En tant qu'exception au principe de la nation la plus favorisée, au principe du traitement national et aux consolidations tarifaires, l'article VI du GATT de 1994 et l'Accord doivent être interprétés de façon restrictive. En l'absence d'accord multilatéral sur le bien-fondé de la législation anticontournement, les Etats-Unis doivent suivre les procédures normales établies par le GATT de 1994 et l'Accord et peuvent, s'ils le souhaitent, engager des procédures antidumping normales contre le Mexique et la Thaïlande.

A cet égard, l'ouverture d'une procédure anticontournement contrevient à l'article VI du GATT de 1994 et aux articles 1, 2.1 et 3.1 de l'Accord, car elle peut conduire à l'imposition de droits antidumping sur les importations de téléviseurs couleur en provenance du Mexique et de la Thaïlande sans que l'existence d'un dumping et d'un dommage en résultant ait été constatée.

Le refus par les Etats-Unis de mener une enquête sur la représentativité des requérants avant d'ouvrir leur enquête anticontournement contrevient aux articles 3.1, 3.6, 4.1 et 5.4 de l'Accord.

Le fait de n'avoir pas établi de détermination dans le cadre de l'enquête anticontournement pendant plus de 22 mois est contraire à l'article 5.10 de l'Accord.

3. Absence de réexamen/d'enquête impartiaux et objectifs

La Corée estime que le comportement des Etats-Unis concernant le réexamen en vue de l'abrogation des droits et l'enquête anticontournement, après examen et comparaison, est contraire à l'article X.3 du GATT de 1994 et à l'article 17.6 i) de l'Accord, car l'établissement des faits par les Etats-Unis n'était pas correct et leur évaluation de ces faits n'était pas impartiale et objective.

- 1) Les Etats-Unis ont ouvert après cinq mois l'enquête anticontournement demandée par la branche de production nationale. La SEC, en revanche, a dû attendre près d'une année avant que les Etats-Unis n'engagent le réexamen en vue de l'abrogation des droits.
- 2) La position des Etats-Unis selon laquelle le réexamen en vue de l'abrogation des droits ne peut être mené à bien qu'une fois achevée l'enquête anticontournement n'est pas défendable. Il ne peut y avoir contournement que s'il existe une ordonnance antidumping en vigueur à contourner. Par conséquent, les Etats-Unis doivent tout d'abord déterminer s'il y a des raisons de révoquer l'ordonnance antidumping; ce n'est que si la réponse est négative qu'une enquête anticontournement pourrait être engagée, même si celle-ci était en définitive justifiée au titre de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord, ce qui n'est pas le cas. En revanche, si les Etats-Unis décidaient d'abroger l'ordonnance antidumping en ce qui concerne la SEC, ils supprimeraient le fondement juridique de l'enquête anticontournement pour ce qui est de cette société et l'enquête devrait être close immédiatement.
- 3) L'enquête anticontournement a été ouverte en grande partie sur la base de renseignements relatifs à une période précédant la date d'entrée en vigueur de la loi au titre de laquelle elle a été autorisée. En conséquence, les Etats-Unis n'étaient pas

juridiquement fondés à s'appuyer sur ces renseignements pour décider l'ouverture de l'enquête.

- 4) La SEC avait suffisamment de raisons particulières justifiant le retard avec lequel elle a demandé l'ouverture d'un réexamen en vue de l'abrogation des droits, notamment, mais non exclusivement, les retards systématiques et excessifs avec lesquels les Etats-Unis avaient fait connaître le résultat des réexamens administratifs. Les Etats-Unis ont cependant déterminé que leur non-respect des délais était excusable alors que celui de la SEC ne l'était pas.
- 5) Alors que la Corée estime que l'enquête initiale et le réexamen sont des procédures visant à évaluer essentiellement la même situation, les Etats-Unis appliquent des règles différentes pour déterminer les marges de dumping *de minimis* et les importations négligeables dans les deux procédures.

La Corée souhaiterait que cette demande d'établissement d'un groupe spécial soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD prévue pour le 18 novembre 1997. Elle se réserve le droit de formuler des arguments additionnels, à prendre en considération par le groupe spécial, au sujet des décisions préliminaires et finales que les Etats-Unis doivent prendre.